



CYBERSURVEILLANCE

Predator Files

Au cours des prochains jours « Le Soir » publiera plusieurs épisodes des « Predator Files », enquête collaborative coordonnée par le réseau EIC (European Investigative Collaborations). Sur base de documents confidentiels, celle-ci dévoile les coulisses de l'alliance Intellexa, qui depuis l'Europe a commercialisé le logiciel espion Predator.

Plongée au cœur d'un cyberespionnage « made in Europe », au service d'Etat

Les « Predator Files », c'est quoi ?

L'enquête « Predator Files » à laquelle a collaboré *Le Soir* révèle comment plusieurs sociétés implantées en Europe ont développé et vendu de puissants outils de cybersurveillance à plusieurs dictatures et régimes au bilan décrié sur le plan du respect des droits humains. Et ce avec la complicité passive de plusieurs Etats membres de l'UE. Plus spécifiquement, « Predator Files » dévoile les dessous d'une campagne commerciale atteignant son paroxysme avec l'émergence d'un consortium appelé Intellexa, au travers duquel le redoutable logiciel espion Predator a été fourni à plusieurs Etats autoritaires. Des activistes, des journalistes et des chercheurs ont depuis lors été pris pour cible par ce *spyware*, de même que des officiels européens et états-unis.

Sur base de centaines de documents confidentiels obtenus par Mediapart et *Der Spiegel*, l'enquête a été menée durant un an sous la coordination du réseau de médias European Investigative Collaborations (EIC.network) et grâce à l'appui technique du Security Lab d'Amnesty International. Outre *Le Soir*, les médias participant au projet sont : Mediapart (France), *Der Spiegel* (Allemagne), *De Standaard* (Belgique), *NRC Handelsblad* (Pays-Bas), *InfoLibre* (Espagne), *Politiken* (Danemark), *Expresso* (Portugal), *VG* (Norvège) et *Domani* (Italie) – tous membres du réseau EIC – ainsi que *Die Wochenzeitung* (Suisse), *Reporters United* (Grèce), *Shomrim* (Israël), *Daraj Media* (Liban) et *The Washington Post* (Etats-Unis). A.S.E



Avec les « Predator Files », « Le Soir » et ses partenaires dévoilent comment sous la bannière de l'alliance Intellexa, des entreprises européennes ont fourni à des régimes autoritaires la crème des logiciels espions, Predator. De la Grèce à la Libye, du maréchal al-Sissi à l'ex-collaborateur d'Emmanuel Macron Alexandre Benalla, plongée dans les coulisses d'un business cynique.

ARTHUR SENTÉ, AVEC LE RÉSEAU EUROPEAN INVESTIGATIVE COLLABORATIONS

Pour partir chasser, le loup s'est taillé un costume d'agneau sur mesure.

Le 22 juin 2021, l'ex-candidat présidentiel égyptien Ayman Nour reçoit sur WhatsApp plusieurs messages émanant d'un numéro inconnu de son répertoire. Le contact, se présentant sous l'identité d'un soi-disant « Dr Rania Shhab », lui transmet un lien vers un article évoquant l'opposition égyptienne en Turquie. Voilà qui est à propos. C'est dans ce pays qu'Ayman Nour, adversaire notoire du régime du maréchal Abdel Fattah al-Sissi, vit désormais exilé. Il y dirige une chaîne de télévision critique du pouvoir égyptien.

L'article transmis à Ayman Nour n'est en fait qu'un leurre, manufacturé pour lui faire baisser sa garde. Lorsque la victime clique sur le lien, il réveille un ennemi invisible à qui il ouvre, sans le savoir, la porte de son intimité.

En deux minutes, le logiciel espion se

perce un accès vers les secrets contenus dans son iPhone. Ses contacts, ses photos, ses messages... Tout est aspiré sans laisser de traces. Son micro peut être activé à distance, son appareil photo enclenché. Désormais, depuis une position inconnue, quelqu'un peut réfléchir à la meilleure manière d'exploiter cette mine d'information pour lui nuire.

En décembre 2021, l'institut de recherche Citizen Lab rattaché à l'Université de Toronto publiera un rapport révélant l'existence du logiciel espion dont l'Égyptien s'avère être l'une des premières victimes connues. L'arme, forgée en Macédoine du Nord par une société nommée Cytrox, répond au nom de Predator.

Créée en 2017 par des Israéliens et un Hongrois, Cytrox est parvenue à créer un mouchard capable d'infiltrer les plus récents modèles de smartphones. Pour cette start-up, tout s'accéléra lorsqu'elle bascula en 2018 dans le giron d'un vétéran de l'armée israélienne répondant au nom de Tal Dilian.

Dilian a servi durant un quart de

siècle au sein de la très secrète Unit 81, pépinière technologique du renseignement militaire qu'il quittera en 2002, troquant son uniforme pour un costume de businessman. Grâce à l'acquisition de Cytrox et à sa mainmise sur Predator, il peut désormais rêver de rivaliser avec son concurrent numéro un : le NSO Group, maison mère de Pegasus. Un autre *spyware* israélien déjà massivement utilisé pour cibler journalistes, activistes et opposants politiques de par le monde, comme l'a révélé en juillet 2021 un consortium de médias (incluant *Le Soir*) réunis par l'ONG Forbidden Stories.

La naissance d'une alliance

Décidé à œuvrer à la création d'un contrepoids européen à NSO loin du regard des autorités israéliennes, Dilian va s'allier avec un champion français de la cybersurveillance : Nexa Technologies, autrefois connu sous le nom d'Amesys. Ce fournisseur historique des services de sécurité et renseignements français, spécialisé alors dans l'espionnage du réseau internet, traîne derrière lui un historique sulfureux. Surtout depuis qu'il a été établi qu'il a vendu en 2006 son produit phare au despote libyen Mouammar Khaddafi. Puis, en 2014, au maréchal égyptien Al-Sissi.

Qu'importe, l'avènement de ce consortium baptisé Intellexa (une appellation qui servira ensuite de nom commercial aux activités de Dilian), officialisée dès février 2019, sera syno-

nyme pour l'Israélien et ses nouveaux alliés d'opportunités inédites. « Notre but à court terme est de devenir le guichet unique pour tous les besoins de nos clients dans le domaine du renseignement tactique », ambitionne l'Israélien (bénéficiant depuis quelques années d'un passeport maltais) dans le communiqué faisant office de faire-part de naissance de l'alliance.

Pendant au moins deux ans, les partenaires unis sous cette bannière s'échineront à faire de Predator un blockbuster sur le marché de la surveillance, avec un attrait manifeste pour une clientèle peu sensible au respect des droits humains.

Avant d'être rattrapés par la justice, sur le flanc français. Le 15 juin 2021, les juges d'instruction qui enquêtent depuis 2012 sur les activités de Nexa/Amesys en Libye et en Egypte mènent une perquisition d'ampleur dans les locaux de la société et aux domiciles de ses dirigeants, lesquels sont entendus en garde à vue.

Quelques jours plus tard, plusieurs d'entre eux sont mis en examen (l'équivalent français de l'inculpation) pour « complicité de torture » dans les deux pays – la mise en examen relative à l'Égypte finira cependant par être annulée par la cour d'appel de Paris fin 2022.

Quoi qu'il en soit, il ressort des documents saisis que sous le nom de code « Gemini », Nexa a de nouveau fourni en 2021 le régime d'Al-Sissi en armes de surveillance massive, au profit d'Intellexa. Cette fois, l'objet du contrat